



PROVINCE DE QUÉBEC
MRC de LA HAUTE-YAMASKA
VILLE DE BROMONT

RÈGLEMENT NUMÉRO 968-2009

RÈGLEMENT DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXATION ET LA TARIFICATION DE DIFFÉRENTS SERVICES MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2010

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU BUDGET DU
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE BROMONT, tenue le 14 décembre 2009
à 20h30, à la Salle du Conseil au 88, boulevard de Bromont à Bromont, et à laquelle
sont présents les conseillers :

**MARIE-CLAUDE CABANA
DIANE PERRON**

**MARIE-ÈVE LAGACÉ
JACQUES LAPENSÉE
ANIE PERRAULT**

FORMANT QUORUM et siégeant sous la présidence de la Mairesse, Madame
PAULINE QUINLAN.

Monsieur le conseiller **JEAN-MARC MALTAIS** était absent de son siège.

Monsieur **JACQUES DES ORMEAUX**, directeur général et directeur du
développement, et Monsieur **RICHARD JOYAL**, directeur des finances, trésorier et
greffier par intérim, sont aussi présents.

ATTENDU les modifications à la *Loi sur la fiscalité municipale (L. R. Q., c. F-2.1)*
permettant de fixer plusieurs taux de taxe foncière générale selon les catégories
d'immeubles ;

ATTENDU les dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale (L. R. Q., c. F-2.1)*
permettant d'imposer une tarification pour financer différents biens, services ou
activités ;

ATTENDU QU'un avis de motion de la présentation du présent règlement a été donné,
sous le numéro 2009-12-539, à la séance ordinaire du Conseil tenue le 7 décembre
2009, par Monsieur le conseiller **JACQUES LAPENSÉE**.

POUR CES MOTIFS ET EN CONSÉQUENCE :

IL EST PROPOSÉ PAR **JACQUES LAPENSÉE**
APPUYÉ PAR **MARIE-CLAUDE CABANA**
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ PAR RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE DE BROMONT ET IL EST, PAR CE RÈGLEMENT, STATUÉ ET ORDONNÉ, SUJET À TOUTES LES APPROBATIONS REQUISES PAR LA LOI, CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES

Il est par le présent règlement imposé et prélevé, pour l'année financière 2010, sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation, une taxe foncière générale selon le taux fixé pour chacune des catégories d'immeubles suivantes :

CATÉGORIES	TAUX
1.1 Résiduel (de base)	0,89 \$ par cent dollars (100 \$) d'évaluation
1.2 Immeubles de six logements ou plus	0,89 \$ par cent dollars (100 \$) d'évaluation
1.3 Terrains vagues desservis	1,69 \$ par cent dollars (100 \$) d'évaluation
1.4 Immeubles non résidentiels	2,19 \$ par cent dollars (100 \$) d'évaluation
1.5 Immeubles industriels	2,59 \$ par cent dollars (100 \$) d'évaluation
1.6 Immeubles agricoles	0,89 \$ par cent dollars (100 \$) d'évaluation

ARTICLE 2 TAXES SPÉCIALES

2.1 Qu'une taxe spéciale soit imposée et prélevée, pour l'exercice financier municipal 2010 sur tous les lots mentionnés dans les règlements énumérés dans le tableau ci-dessous, et ce, pour assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts décrétés dans ces règlements :

RÈGLEMENTS	TAUX
725-92 – émission d’avril 2008	0,7535 \$/mètre carré
725-92 – émission d’octobre 2009	0,1434 \$/mètre carré
908-2005 (station de pompage 4 et 9)	10,4169 \$ /unité
960-2009 (station de pompage PP1-1A-2)	4,8683 \$/unité

ARTICLE 3 TARIFICATION POUR LA FOURNITURE DE L'EAU

3.1 QU'une tarification annuelle de **DEUX CENT VINGT-SIX DOLLARS (226,00 \$)** soit imposée et prélevée, pour l'exercice financier 2010, par unité de logement occupée ou destinée à être occupée, unité d'habitation, commerce, bureau d'affaires ou entreprise, indiqués comme tels au rôle d'évaluation en vigueur, alimentés ou pouvant être alimentés par le réseau d'aqueduc municipal et cela, seulement s'ils sont non pourvus d'un compteur pour mesurer la quantité d'eau qui y est consommée.

Toutefois, lorsque le commerce, bureau d'affaires ou entreprise est situé dans la même bâtisse que la résidence privée et qu'il est non pourvu d'un compteur pour mesurer la quantité d'eau qui y est consommée, le montant de la tarification pour le commerce, bureau d'affaires ou entreprise est :

soit, réduit de cinquante pour cent (50%) si la superficie utilisée à des fins non résidentielles comparativement à la superficie totale de la résidence est supérieure à trente pour cent (30%), tel qu'indiqué au rôle d'évaluation en vigueur ;

soit, nul si la superficie utilisée a des fins non résidentielles comparativement à la superficie totale de la résidence, est inférieure à trente (30%), tel qu'indiqué au rôle d'évaluation en vigueur.

S'ils sont munis d'un compteur pour mesurer la quantité d'eau consommée, le minimum de la tarification d'eau imposée est le plus élevé des montants provenant :

- soit, de l'application du tarif par compteur ;
- soit, de la tarification annuelle uniforme telle que décrite au premier paragraphe du présent article.

3.2 QU'une charge annuelle soit imposée et prélevée pour couvrir les frais de gestion et d'entretien des compteurs d'eau

appartenant à la Ville lorsque la consommation d'eau est mesurée au moyen d'un compteur. Cette charge est établie de la façon suivante :

TUYAUX	MONTANT
1 " ou moins	72,00 \$
1 ½ "	108,00 \$
2 "	120,00 \$
3 "	360,00 \$
4 "	600,00 \$

La charge annuelle est facturée lors de la première facturation de consommation d'eau.

3.3 Pour les établissements dont la consommation d'eau est mesurée au moyen d'un compteur, une tarification annuelle est imposée et prélevée de la façon suivante :

3.3.1 la consommation annuelle égale ou inférieure à 450 mètres cubes: **DEUX CENT VINGT-SIX DOLLARS (226,00 \$)** ;

3.3.2 l'excédent de 450 mètres cubes : **SOIXANTE-QUATORZE CENTS (0,74 \$)** du mètre cube pour les industries et les commerces ayant consommé moins de 80 000 mètres cubes d'eau pour l'année 2009 ;

3.3.3 l'excédent de 450 mètres cubes d'eau : **SOIXANTE-DIX-NEUF CENTS (0,79 \$)** du mètre cube pour les industries ayant consommé plus de 80 000 mètres cubes pour l'année 2009.

3.4 Lorsque plusieurs commerces, bureaux d'affaires ou entreprises, sont situés dans la même unité d'évaluation et qu'ils sont non pourvus d'un compteur d'eau pour mesurer la quantité d'eau qui y est consommée, la consommation d'eau est chargée en vertu de l'article 3.1.

3.5 La tarification imposée aux termes des paragraphes 3.2 et 3.3 est, dans tous les cas, payable par le propriétaire sur présentation de factures.

ARTICLE 4 TARIFICATION POUR L'ENLÈVEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ET LA COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

4.1 QU'une tarification annuelle de **CENT TRENTE DOLLARS (130,00 \$)** soit imposée et prélevée par unité de logement, unité d'habitation, commerces, entreprises ou bureaux d'affaires, pour pourvoir au paiement des dépenses relatives aux déchets

domestiques, soit : l'enlèvement, le transport et la disposition des matières résiduelles.

QU'une tarification annuelle de **CINQUANTE DOLLARS (50,00 \$)** soit imposée et prélevée par unité de logement et unité d'habitation, pour pourvoir au paiement des dépenses relatives à la collecte des matières recyclables.

QUE ces tarifications soient imposées et prélevées à tous les propriétaires des types d'immeubles imposables ci-haut mentionnés. Que soient exempts de cette tarification les projets résidentiels intégrés de plus de soixante (60) logements.

4.2 Que lorsque la quantité hebdomadaire de matières résiduelles d'un bureau d'affaires, d'un commerce ou d'une entreprise excède un mètre cube, le propriétaire doit se munir, à ses frais, d'un contrat d'enlèvement et de disposition des matières résiduelles et de recyclage. De plus, ceux-ci doivent posséder un nombre suffisant de contenants industriels d'un modèle approuvé par le directeur des travaux publics de la Ville et placer ces contenants dans un endroit facile d'accès.

4.3 QU'une tarification soit imposée et prélevée pour compenser le prix d'achat et de gestion des contenants pour les matières résiduelles et les matières recyclables :

a) à la demande d'un citoyen, le coût d'acquisition des conteneurs à déchets, des conteneurs mixtes, des conteneurs à recyclage et des bacs de recyclage sont tarifés comme suit ;

	Nombre de verges cubes	Coût d'acquisition	Coût annuel
Conteneurs à déchets :	2	880,72 \$	176,14 \$
	3	938,79 \$	187,76 \$
	4	1 055,45 \$	211,09 \$
	6	1 374,69 \$	274,94 \$
	8	1 699,58 \$	339,92 \$
Conteneurs mixtes :	6	2 722,39 \$	544,48 \$
	8	3 237,43 \$	647,49 \$
Conteneurs à recyclage :	2	1 013,13 \$	202,63 \$
	3	1 153,90 \$	230,78 \$
	4	1 415,20 \$	283,04 \$
	6	1 840,61 \$	368,12 \$
	8	1 907,40 \$	381,48 \$

* Inclus les frais de financement et de gestion.

Le coût d'acquisition sera réparti sur une période de 5 ans, à compter de l'année 2010.

b) à la demande d'un citoyen, le coût d'acquisition des bacs de recyclage est tarifé comme suit ;

4.3.1 de **CENT QUINZE DOLLARS (115,00 \$)** par bac de récupération de 240 litres ;

4.3.2 de **CENT VINGT-CINQ DOLLARS (125,00 \$)** par bac de récupération de 360 litres ;

ARTICLE 5 TARIFICATION SUR LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

5.1 QU'une tarification annuelle de **QUATRE-VINGT-QUINZE DOLLARS (95,00 \$)** soit imposée et prélevée par unité de logement occupée ou destinée à être occupée, unité d'habitation, commerce, bureau d'affaires ou d'entreprise indiqués comme tels au rôle d'évaluation en vigueur desservis par le réseau d'égouts municipal, seulement s'ils sont non pourvus d'un compteur pour mesurer la quantité d'eau qui y est consommée.

Toutefois, lorsque le commerce, bureau d'affaires ou entreprise est situé dans la même bâtisse que la résidence privée et qu'il est non pourvu d'un compteur pour mesurer la quantité d'eau qui y est consommée, le montant de la tarification pour le commerce, bureau d'affaires ou entreprise :

soit, réduit de cinquante pour cent (50%) si la superficie utilisée à des fins non résidentielles, comparativement à la superficie totale de la résidence, est supérieure à trente pour cent (30%), tel qu'indiqué au rôle d'évaluation en vigueur ;

soit, nul si la superficie utilisée a des fins non résidentielles, comparativement à la superficie totale de la résidence, est inférieure à trente (30%), tel qu'indiqué au rôle d'évaluation en vigueur.

5.2 QU'une tarification annuelle de **CINQUANTE-CINQ DOLLARS (55,00 \$)** soit imposée et prélevée sur chacune des sorties d'égout pouvant relier une maison mobile au réseau d'égouts municipal. Cette tarification sera prélevée seulement si le terrain n'est pas pourvu d'un compteur d'eau pour calculer la tarification sur le traitement des eaux usées.

Que cette tarification est payable par le propriétaire du terrain sauf si la maison mobile est portée au rôle d'évaluation en vigueur. Dans ce dernier cas, la tarification sera payable par le propriétaire de la maison mobile.

5.3 Pour les établissements commerciaux munis d'un compteur pour mesurer la quantité d'eau potable consommée et desservie par le réseau d'égouts municipal, une tarification sur le traitement des eaux usées est imposée et prélevée de la façon suivante :

5.3.1 la consommation annuelle égale ou inférieure à 450 mètres cubes : **QUATRE-VINGT-QUINZE DOLLARS (95,00 \$) ;**

5.3.2 l'excédent de 450 mètres cubes : **DOUZE CENTS (0,12 \$)** du mètre cube.

5.4 LES INDUSTRIES

5.4.1 Les expressions, termes et mots suivants ont, dans ce règlement, le sens et l'application que leur attribue le présent article :

- a) les mots « **Industrie de type 1** » désignent une industrie dont les rejets d'eaux usées ont une charge organique ou métallique jugée importante par le directeur des travaux publics de la Ville de Bromont ;
- b) les mots « **Industrie de type 2** » désignent une industrie autre que celles de type 1.

5.4.2 Les **Industries de type 1** doivent remettre au directeur des travaux publics la preuve détaillée du calcul du débit de rejet d'eaux usées de la journée échantillonnée ainsi que le débit total des eaux usées pour la période couverte par la facturation.

5.4.3 Pour les **bâtiments industriels de type 1**, inscrits comme tels au rôle d'évaluation en vigueur, munis d'un compteur d'eau usée ou autre système d'évaluation des rejets d'eau usée approuvés par le directeur des travaux publics et desservis par le réseau d'égouts municipal, une compensation sur le traitement des eaux usées est imposée et prélevée de la façon suivante décrite à **l'annexe "A"** du présent règlement comme si réitéré au long.

5.4.4 Pour les **Industries de type 2** inscrites comme industries au rôle d'évaluation en vigueur et munies d'un compteur pour mesurer la quantité d'eau potable consommée et desservie par le réseau d'égouts municipal, une tarification sur le traitement des eaux usées est imposée et prélevée de la façon suivante :

- 1) la consommation annuelle égale ou inférieure à 450 mètres cubes : **CINQUANTE-CINQ DOLLARS (55,00 \$) ;**
- 2) l'excédent de 450 mètres cubes : **TRENTE-TROIS CENTS ET SIX DIXIÈMES DE CENT (0,336 \$)** du mètre cube.

5.5 La tarification imposée aux termes des paragraphes 5.1, 5.2 et 5.4 est, dans tous les cas, payable par le propriétaire.

5.6.1 La tarification imposée aux termes des paragraphes 5.3 et 5.4 est, dans tous les cas, payable par le propriétaire sur présentation de factures.

ARTICLE 6 TARIFICATION SUR LA GESTION DES FOSSES SEPTIQUES

- 6.1** QU'une tarification annuelle de **CINQUANTE-CINQ DOLLARS (55,00 \$)** soit imposée et prélevée par fosse septique desservant une résidence isolée non reliée au service d'égout municipal afin de pourvoir au paiement des dépenses relatives à la gestion des matières résiduelles, soit l'inspection visuelle des fosses septiques ainsi que la collecte, le transport et la disposition des boues en provenances de ces fosses. Dans le cas des fosses septiques qui sont partagées par deux propriétés, un taux de **VINGT-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (27,50 \$)** sera alors imposé à chacune des deux propriétés.
- 6.2** Les résidences étant raccordées à un système de traitement collectif ayant reçu les approbations nécessaires par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs sont exclues de l'article 6.1.
- 6.3** L'article 6.1 ne s'applique pas aux adresses suivantes: 42, 44, 46 et 48 de la rue des Perdrix, ni au 1, 2, 3, 5, 7 et 9 de la rue des Tourterelles, puisque ces adresses ne sont pas considérées comme des résidences isolées, ayant une seule fosse septique pour ces dix (10) résidences.

ARTICLE 7 : TERRAINS DE GOLF

Pour les fins de l'article 211 de la *Loi sur la fiscalité municipale, L.R.Q. c. F-2.1*, la valeur imposable d'un terrain utilisé comme parcours de golf d'une superficie de 20 hectares ou plus et ouvert au public doit être calculée, pour l'exercice financier municipal 2010, comme suit :

- 7.1** le montant applicable, pour l'exercice financier 2010, est de **VINGT-SIX MILLE CINQ CENT DIX-NEUF DOLLARS (26 519 \$)** par hectare;
- 7.2** le pourcentage de l'augmentation ou de la diminution de la valeur moyenne des terrains inscrit au rôle lors de son dépôt par rapport à la valeur moyenne des terrains inscrits au rôle précédent lors de son dépôt, est de **DEUX POUR CENT ET QUATRE-VINGT-NEUF CENTIÈMES (2,89 %)**.

ARTICLE 8 : MODALITÉS DE PAIEMENT

- 8.1** Les comptes de taxes et tout supplément de taxes découlant d'une modification au rôle dont le total est égal ou supérieur à 300 \$ (incluant toutes les taxes foncières, les taxes spéciales, les compensations, les taxes de services et les tarifs) sont payables en trois versements égaux :

- le premier, le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte de taxes ;
- le deuxième, le quatre-vingt-dixième (90^e) jour qui suit le dernier jour où peut-être fait le premier versement ;
- le troisième, le quatre-vingt-dixième (90^e) jour qui suit le dernier jour où peut-être fait le deuxième versement.

8.2 Tout compte de taxes de moins de 300 \$ doit être payé en un (1) versement le trentième jour qui suit l'expédition du compte.

8.3 Les tarifs imposés en vertu des articles 3.2, 3.3, 5.3 et 5.4 sont dus et payables dans les trente (30) jours qui suivent la mise à la poste d'une demande de paiement par le trésorier.

8.4 En cas de non-paiement d'une échéance, seul le montant du versement échü est alors exigible et porte intérêt.

ARTICLE 9 INTÉRÊTS ET PÉNALITÉ

Pour l'exercice financier 2010, il est décrété un taux d'intérêt de **NEUF POUR CENT (9%)** par an applicable à toutes les taxes, tarifs et autres créances dus à la municipalité à partir de l'expiration du délai où ils devaient être payés.

Il est également décrété qu'une pénalité de **CINQ DIXIÈMES DE UN POUR CENT (0,5%)** du principal impayé par mois complet de retard jusqu'à concurrence de **CINQ POUR CENT (5%)** par année, est ajoutée aux montants des taxes et tarifs exigibles.

ARTICLE 10 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

PAULINE QUINLAN, MAIRESSE

RICHARD JOYAL, GREFFIER PAR INTÉRIM

ANNEXE « A »

FORMULE DE COÛTS: FIXE + VOLUME TRAITÉ + CHARGE + CARBONE ORGANIQUE

1. FIXE

Coût fixe mensuel d'analyses de laboratoire et de prélèvement d'échantillon d'eau usée de 152 \$

2. VOLUME TRAITÉ

Coût du volume d'eau traitée pour la période: $\frac{K_1 * V_i}{V_t}$

d'où K_1 étant les frais encourus fixés $\frac{(74\ 709 \$ * \text{nombre jours})}{365}$

V_i = volume périodique rejeté par l'industrie (m^3)

V_t = la somme des volumes périodiques rejetés par l'ensemble des industries de type I (m^3)

3. CHARGE

Coût concernant la charge en demande chimique en oxygène (DCO) pour la période:

$$\frac{K_2 * Kg\ DCO_i}{Kg\ DCO_i}$$

d'où K_2 étant les frais encourus fixés $\frac{(74\ 709 \$ * \text{nombre jours})}{365}$

$Kg\ DCO_i$ = la somme des charges périodiques en DCO (Kg de O_2) rejetées par l'industrie lors du prélèvement:

$$\frac{\text{volume périodique (mc)} * \text{concentration en DCO (mg/l de } O_2)}{1\ 000}$$

$Kg\ DCO_i$ = la somme des charges périodiques en DCO (Kg de O_2) rejetées par l'ensemble des industries de type I

4. CARBONE ORGANIQUE

Coût concernant la charge en carbone organique total (COT) pour la période :

$$\frac{K_3 * Kg\ COT_i}{Kg\ COT_i}$$

d'où K_3 étant les frais encourus fixés $\frac{(74\ 709 \$ * \text{nombre jours})}{365}$

$Kg\ COT_i$ = charge en COT périodique (Kg de carbone) rejetée par l'industrie lors du prélèvement

$$\frac{\text{volume périodique} * \text{concentration en COT (mg/l de carbone)}}{1\ 000}$$

$Kg\ COT_i$ = la somme des charges périodiques (Kg de carbone) en COT rejetées par l'ensemble des industries de Type 1